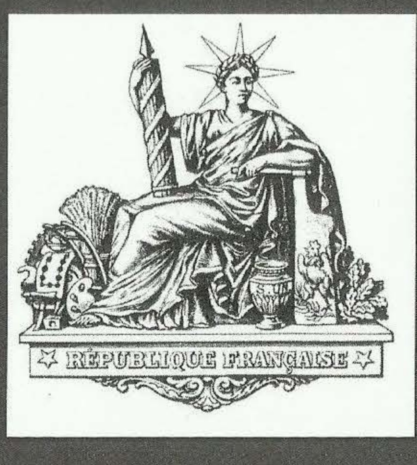
**Jean-Jacques STORMAY**

**Vincent REYNOUARD**

# OÙ VA LA FRANCE ?




Collection « Sans Concession », n° 4

**L'idéologie républicaine mène la France à sa perte. On le sait. Mais il est bon d'en expliquer les raisons profondes afin de ne pas se tromper d'ennemi.**
**Dans cette brochure, le lecteur trouvera, rapidement exposées, les raisons profondes de la décadence que frappe aujourd'hui, la France.**

## Table des matières

- La France, déesse des droits de l'Homme.
- Une générosité suicidaire, corollaire de l'orgueil égoïste.
- Une utopie théologique laïcisée.
- L'égalitarisme carcéral, envers de la liberté sans frein.
- Un régime qui est fondé sur la haine de soi.
- 89 et les soviets : une filiation incontestable.
- Les Français sont malheureux
- La France est un pays profondément décadent.
- Tous les Français sont coupables.
- L'Europe de Bruxelles, fosse commune de l'identité française.
- Le subjectivisme, cause première de la décadence.
- Quelques remarques désabusées : idéologie républicaine et religion de la Shoah.
- Retour sur l'égalitarisme.
- Conclusion

# OÙ VA LA FRANCE ?

## La France, déesse des droits de l'Homme.




Beaucoup de gens jugent la politique française seulement à partir de quelques événements épars, ou à partir des circonstances du moment (crises locales, manifestations, faits divers, déclarations...). Ils ont tort. Pour qui entend se faire une idée non superficielle de la politique française actuelle, il est nécessaire de commencer par s'interroger sur les origines idéologiques de la France contemporaine. Nous les invitons à méditer par exemple le décret du 6 août 1790. Auparavant, toutefois, nous rappelons que, sous l'Ancien régime, un « aubain » était un étranger non naturalisé. Le « droit d'aubaine » prévoyait qu'à la mort d'un aubain, l'héritage qu'il laissait irait directement au souverain (donc au roi de France). Le 6 août 1790, le décret suivant fut publié :

> L'Assemblée Constituante, considérant que le droit d'aubaine est contraire aux principes de fraternité qui doivent lier tous les hommes, quels que soient leur pays et leur gouvernement; que ce droit, établi dans des temps barbares doit être proscrit chez un peuple qui a fondé sa constitution sur les Droits de l'Homme et du Citoyen, **et que la France doit ouvrir son sein à tous les peuples de la terre, en les invitant à jouir sous un gouvernement libre des droits** sacrés et inviolables de l'humanité, a décrété et décrète ce qui suit : « le droit d'aubaine et celui de la détraction sont abolis pour toujours ».



## Une générosité suicidaire, corollaire de l'orgueil égoïste.

L'important, dans ce décret, n'est pas ce qu'il décide, mais les raisons pour lesquelles il le décide. Car ces raisons nous démontrent que depuis la Révolution de 1789, la France naguère si grande se réduit — et elle s'en vante — à une simple idée de la raison pure. Tel est au fond le projet de la Révolution française — clairement exposé dans ce décret : non seulement supprimer l'Ancien régime, mais surtout, identifier la France réelle à une République qui se voulut, dans son principe, le germe de l'État mondial ; un État en lequel la France s'abolissait en tant que nation. Est au fond Français, en droit, tout homme qui souhaite vivre sous ce gouvernement fondé sur le principe des droits de l'Homme, et que les autorités françaises définiront tel « l'idéal républicain ».

La France travaillée par la Révolution jacobine, c'est un peu la chrysalide qui disparaît pour faire place au papillon. En 1789, la France a disparu dans la République jacobine pour devenir une République universelle, c'est-à-dire une machine à intégrer tous les déracinés de la terre. Un tel projet la fait aujourd'hui, dérisoirement, rivaliser dans le déracinement avec la république états-unienne. Car cette prétention de la France à se définir telle une idée supposée généreuse, la République, est toujours actuelle. Le 17 décembre 2003, ainsi, dans son discours relatif au respect du principe de laïcité dans la République, le Président de la République Jacques Chirac déclara :

> On ne saurait tolérer que, sous couvert de liberté religieuse, on conteste les lois et les principes de la République.

Dans la même allocution, on trouve la formule suivante :

> L'école est au premier chef le lieu d'acquisition et de transmission des valeurs que nous avons en partage. L'instrument par excellence d'enracinement de l'idée républicaine.

Ce qui revient à dire que la vocation première de l'école, « sanctuaire républicain », est de fabriquer des républicains jacobins.

Certes, on s'en était aperçu depuis longtemps ; J. Chirac ne nous a rien appris. Mais c'est extrêmement révélateur : par le passé, la pre-

mière fonction de l'école était de transmettre un savoir objectif (français, latin, mathématiques, sciences physiques...). L'école, ainsi, participait certes à la construction du pays, mais elle n'était qu'un élément parmi tant d'autres, subordonné à l'autorité de l'Etat qui, lui-même, se faisait l'interprète éclairé et le principe d'actualisation du génie et de la vocation de la nation française. Les « valeurs » de la nation étaient enseignées ailleurs, notamment dans le cadre familial. Parce que le pays était une réalité charnelle, fruit du labeur des générations passées, la nouvelle génération recevait, via la famille notamment, l'héritage des ancêtres, un héritage qu'il fallait prendre en compte puisqu'il constituait cette réalité charnelle.

Aujourd'hui, ce n'est plus le cas, comme le démontre le discours de J. Chirac. Si l'on part du principe selon lequel la France se réduirait à un système purement formel défini en 1789, alors ce pays peut — et il le doit — rompre définitivement avec l'illustre héritage religieux, charnel et culturel qui constitue désormais un fardeau. En somme, l'idée pure à laquelle se réduirait la France donne à cette dernière le moyen de s'engendrer concrètement, de se faire cause de soi, de renaître à chaque génération, grâce à l'école désormais dispensée de transmettre un savoir objectif, mais faite pour accoucher de bons petits républicains. On ne saurait être plus constructiviste.

Notons d'ailleurs que le « laïcisme » inculqué à l'école est l'ultime espoir des « antiracistes ». Dans les années 70, en effet, les partisans de l'immigration ont cru (et fait croire) que les minorités pourraient aisément s'intégrer pour cohabiter pacifiquement. Ce fut notamment le cas aux Pays-Bas, qui « *sont longtemps apparus comme un modèle au niveau des politiques publiques d'intégration* » [1] Mais il faut déchanter : « *Aujourd'hui, c'est le sentiment d'échec qui prévaut* », estime le sénateur Ed van Thijn, ancien maire d'Amsterdam (Id.). Ce qui devait donner une superbe mosaïque grâce à l'interculturalité s'est révélé être un ensemble de grosses taches aux frontières desquelles règnent des tensions. Et même au sein des taches, de graves troubles apparaissent. En Belgique, ainsi, et notamment à Bruxelles, des bandes rivales de nègres se mènent une guerre impitoyable. En octobre 2002, en plein secteur piétonnier (rue Neuve), quatre passants furent blessés lorsque

**[1]** : Voy. *Le Soir*, 27 octobre 2004, p. 3, col. B.



# Quand des bandes africaines s'affrontent en ville

Le Soir, 29octobre 2004, p. 6

deux bandes, les « black D[emolition] » et les « New Jacks », échangèrent des coups de feu. Dans un tram du centre ville, un jeune nègre s'est fait partiellement couper la main avec une scie par sept membres d'une bande rivale. Le 21 septembre dernier, lors d'un mariage, Narcisse, 14 ans, est mort d'un coup de couteau donné par un membre d'une bande rivale, qui avait également été invité [1]. Bien évidemment, des faits analogues pourraient être rapportés à propos de la France.

Dans le *Guide républicain* envoyé récemment à tous les établissement scolaires français et dont le discours de Jacques Chirac constitue la préface, l'antiraciste Pierre-André Taguieff reconnaît que, face à l'immigration, deux écueils se présentent : a) vouloir tout niveler en ignorant les différences de culture, avec le « risque de favoriser l'uniformisation de l'humanité » (une uniformisation que l'auteur rejette au nom, semble-t-il, du « *respect inconditionnel des identités collectives* ») ; b) laisser les différentes communautés se replier sur elles-mêmes dans des réflexes communautaristes, ce qu'il qualifie de « *dérive autoritaire, voire raciste, du principe différentialiste* » (une dérive que l'auteur rejette bien évidemment). Alors, il propose une troisième voie qui conjure les tendances au communautarisme, et il souligne les prétentions à l'universalité du « modèle » français. On lit sous sa plume :

> Il est pourtant possible d'esquisser une solution de style universaliste faisant droit aux normes différentialistes, sous la condition de les « corriger » en leur imposant des limites. Corrigé par l'exigence d'universalité, l'impératif différentialiste est pour ainsi dire lui-même relativisé. Il a dès lors pour contenu le devoir de respecter chez nous comme chez les autres les seules valeurs et normes universalisables. Il en va ainsi des droits de l'Homme et de la démocratie pluraliste, du res-

**[2]** : Pour toutes ces informations, voy. *Le Soir*, 29 octobre 2004, p. 6, col. A.

pect des libertés individuelles et du principe de laïcité. C'est là sortir de la prison de l'absolutisme culturel, auquel se réduit le relativisme culturel radical. Ce qui a été pensé ou créé « chez nous » n'a nulle vocation à ne valoir que « pour nous » : tel est le contenu formel de l'exigence d'universalité [1].

C'est de toute évidence cette philosophie qui, jointe au souci peu sage de prouesses économiques à court terme, invitait récemment Jacques Chirac à souhaiter, comme son « plus cher désir », l'intégration de la Turquie à la Communauté européenne.

**Une utopie théologique laïcisée.**

Autant dire que, depuis deux siècles, la France moderne s'identifie — dans une vision du monde typiquement millénariste et utopiste — à l'avenir radieux de l'univers entier dont elle se voudrait le moteur et la préfiguration. Victor Hugo, dans ses délires théologico-politiques, avait déjà annoncé, pour s'en réjouir, le destin de la France républicaine :

> Phénomène magnifique, cordial et formidable, que cette volatilisation d'un peuple qui s'évapore en fraternité ! O France, adieu. Tu es trop grande pour n'être qu'une patrie. On se sépare de sa mère qui devient déesse. Encore un peu de temps, et tu t'épanouiras dans la transfiguration. Tu es si grande que voilà que tu ne vas plus être. Tu ne seras plus la France, tu seras Humanité ; tu ne seras plus nation, tu seras ubiquité. Tu es destinée à te dissoudre tout entière en rayonnement, et rien n'est auguste à cette heure comme l'effacement visible de ta frontière. Résigne-toi à ton immensité. Adieu, Peuple ! Salut, Homme ! [2]

Qu'en résulte-t-il pour la France réelle, faite de chair et d'histoire, cette France que l'idée républicaine n'a peut-être pas encore réussi à faire disparaître définitivement ?

---

**[1]** : Pierre-André Taguieff, dans le *Guide républicain* (éd. Delagrave 2004), p. 25. **[2]** : Voy. Victor Hugo, *Politique* (éd. Laffont, coll. « Bouquins », 1985) pp. 42-43. Cité par Alain Finkielkraut, *L'Ingratitude, conversation sur notre temps* (éd. Folio Gallimard, 2000), p. 103.



**L'égalitarisme carcéral, envers de la liberté sans frein.**

La France était constitutivement chrétienne, elle est laïque et maçonnique, la laïcité lui tient lieu de religion. L'Homme des droits de l'Homme est le nouveau dieu. La France moderne est le fruit de l'orgueil. Elle préfère en venir à n'être rien, pourvu qu'elle ne doive rien à personne, plutôt que d'être quelque chose de grand qu'elle devrait à d'autres, à ses ancêtres, au terreau des peuples et des cultures sur lequel elle poussa, à sa religion, et à son Dieu qui est le Dieu de tous les hommes.

Parce que la philosophie des droits de l'Homme est individualiste par essence, estimant que la société n'est qu'un contrat passé entre des individus et que la morale ne doit pas être entravée par des « tabous », la France a laissé se développer des comportements hédonistes sans frein, qui favorisent les maux suivants : la dénatalité, une fiscalité dévorante, une dette de l'Etat faramineuse, la mise à mort de la paysannerie, des comportements individuels ignorants du bien commun



Un symptôme de la décadence de l'Européen. Nous revoici sous Weimar....

4 ▸ SOCIÉTÉ — JEUDI 16 SEPTEMBRE 2004 — DH

# Sexe au téléphone

**Pas de contact, pas de risque : tout est permis, mais ça se passe dans la tête**

BRUXELLES ▽ *"Appelle-moi pour une conversation en direct et qui sait..."* Une annonce classique parmi tant d'autres dans les petites annonces des quotidiens et hebdomadaires de presse. A chaque fois le scénario classique : une voix douce et suave vous accueille et vous propose de réaliser tous vos fantasmes. Pour vous guider, elle vous demande simplement de taper votre âge sur le clavier et, la plupart du temps, d'enregistrer un pseudo. Une fois les formalités d'introduction remplies, vous pouvez écouter les messages laissés par les différentes interlocutrices qui sont en ligne. Un peu de patience est souvent requise car il se peut que votre premier choix (comme le dit la voix préenregistrée) soit déjà en ligne. Libre à vous de rester en attente, de lui laisser un message... ou de passer à la suivante. Ben oui, elle ne sera pas jalouse, n'oubliez pas que vous êtes au téléphone!

*"Une femme sensuelle en vrai direct au 0903/..."*

comme le dernier des laiderons. *"Alors mon chou, tu as envie de moi ?"* Surpris, je n'ai pas l'habitude qu'on m'aborde aussi directement. Mais après tout, quoi de plus normal : si je n'avais pas envie d'elle, il me suffisait d'aller boire un verre avec une copine. Alors, un peu hésitant, je lui réponds que... oui!

La suite de la conversation, c'est à vous de la mener comme bon vous semble, en laissant libre court à vos fantasmes. Voilà pour la version la plus chaude des petites annonces par téléphone. Il existe également des lignes de rencontres ou des lignes donnant accès à des conversations chaudes préenregistrées.

A côté de cela, les petites annonces regorgent également d'invitations... au massage. Là, la finalité est toute autre, et on le comprend dès la lecture de l'annonce : *"First Class! Super mignonne, 30 ans, élégante, hauts talons, lingerie féminine sexy, classique, vous reçoit du L au V..."* Suivie, bien entendu, d'un numéro de gsm, voire de l'adresse complète.

Pas de doute, il ne s'agit plus de sexe au téléphone, mais bien d'un rendez-vous coquin. La belle vous reçoit généralement pour un massage. Et, disons, plus si

*Quelques minutes au téléphone pour assouvir vos fantasmes : c'est ce que vous propose un nombre sans cesse croissant de petites annonces dans les journaux.*

## Un secteur qui... explose

**Directeur de Télébureau, Stéphane Vanacker reconnaît que le business marche de mieux en mieux**

*gique, les autres disparaissant pratiquement aussi vite qu'elles sont nées."*

Dans le secteur, il faut également différencier les types d'annonces.

*"Il y a celles qui guident l'appelant vers des forums de rencontres, où il*

*prix d'une communication locale (mais qui servent bien souvent à vous enregistrer, avant de vous faire basculer sur un réseau 0900), les 077 qui sont facturés à 0,45 euro la min et les 0903, facturés eux à 1,12 euro la minute"*

(fainéantise endémique, absence de toute moralité publique et privée), la destruction de son armée. Ajoutons à cela les délocalisations inflationnistes : non seulement les sociétés commerciales, mais encore les cerveaux s'expatrient de plus en plus, découragés par le fiscalisme et peu enclins à œuvrer pour un bien commun qu'il leur est désormais interdit de servir, puisque la République individualiste l'exclut par définition ; en effet, l'idéal républicain, en sa version jacobine, n'a pour contenu que de renvoyer chaque citoyen à ses exigences privées. Parce que la Constitution française transforme les Français en petits dieux, elle promeut fanatiquement l'égalitarisme (car la divinité du Moi exclut toute hiérarchie). L'égalitarisme communiste n'est que la consommation de l'égalitarisme jacobin, un égalitarisme encore prôné tel un idéal par les responsables actuels de ce pauvre pays, comme le démontre ce propos d'Alain Etchegoyen :

> [...] la République essaie de réduire les inégalités naturelles en prenant par exemple des mesures spéciales pour que les handicapés physiques aient le même accès aux lieux qu'ils ont envie de fréquenter. L'égalité est un idéal et un programme : elle n'est jamais acquise. Elle signifie que la République doit toujours progresser dans le sens de l'égalité [1].

Il en résulte, de manière obligée, diverses conséquences :

**Un régime qui est fondé sur la haine de soi.**

Parce que les hommes ne peuvent s'aimer que s'ils sont complémentaires, et ne sont complémentaires que s'ils sont inégaux, alors l'égalitarisme est le régime qui fait de la haine entre les hommes le principe paradoxal de leur unité politique (ils ont en commun de se haïr les uns les autres parce qu'ils se haïssent eux-mêmes). Et c'est un fait que, hors des moments de crise grave qui ne révèlent au reste qu'une unité utilitaire, les Français ne s'aiment pas et s'envient. Ils ont perdu tout sens du service public et du sacrifice, s'épuisant avec masochisme dans des conflits internes sans fin : qui pour la préservation de ses acquis, qui pour obtenir les même acquis...

**[1]** : Alain Etchegoyen dans le *Guide républicain*, déjà cité, p. 42



Ils sont agressivement soucieux de convertir le monde entier à leur nouvelle « foi », parce que le spectacle d'un monde qui vit hors d'eux et mieux qu'eux leur rappelle avec cruauté qu'ils ne sont pas le centre de l'univers. Les Français n'ont d'autre désir, dans l'Europe, que de se greffer, pour en profiter, sur une puissance continentale qu'ils ne sont plus capables de faire exister en et par eux-mêmes, et dont ils entendent faire l'instrument de leur vocation planétaire illusoire. La France des droits de l'Homme est un boulet, pour les Français et pour l'Europe, et elle perdra l'Europe si elle persiste dans son rêve républicain.

**89 et les soviets : une filiation incontestable.**

La France est aujourd'hui, quels que soient les régimes politiques qui se succèdent chez elle (socialistes, UMP, UDF etc.) un pays substantiellement communiste et par accident libéral. Elle le sera aussi longtemps qu'elle ne rompra pas avec l'idéal républicain. Dans tous les points névralgiques de l'appareil administratif monstrueux de la France, sont placés depuis soixante ans des crypto-communistes dont seule une guerre civile pourra débarrasser la France, en la libérant corrélativement de la République maçonnique. Il est inutile d'insister sur la désormais vieille histoire d'amour, sanglante et toujours actuelle, unissant le gaullisme aux communistes, par le moyen de l'idéologie jacobine. Le gaullisme est une fausse troisième voie et un faux patriotisme.

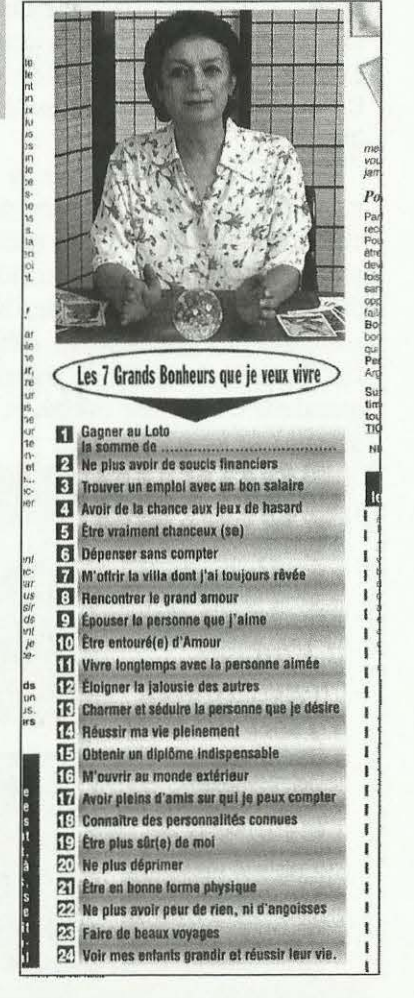
**Les Français sont malheureux**

N'ayant plus rien à défendre que leur Moi misérable et vide parce que sans racines, les Français, responsables des gouvernements dont ils subissent les iniquités mais qu'ils avalisent par leurs votes, sont malheureux. Tout enthousiasme les a désertés. Ils sont devenus fatalistes dans leur aigreur. Ils subissent la dictature des lobbies sans réaction. Ils détiennent le triste record européen de la consommation de médicaments, et en particulier de tranquillisants.

Mais pour faire le procès de leurs hommes politiques et des effets - qu'ils subissent - de la décadence de leur pays, il leur faudrait opérer une révision douloureuse de leur individualisme morbide. C'est pourquoi ils préfèrent les charges insupportables de la fiscalité, du

OFFRE EXCEPTIONNELLE : Recevez en cadeau mes 3 cartes personnelles de chanc
NICOLE DELYA s'engage : elle veut vous aider gratuiteme
à réaliser les 7 GRANDS BONHEURS
de votre vie !

Annonce parue dans *France Dimanche* (n° 3304, 22 octobre 2004, p. 21). Les 24 « bonheurs » proposés sont révélateurs des aspirations du Français (très) moyen...




chômage et de l'immigration, de l'administration tentaculaire et des dysfonctionnements socio-économiques chroniques causés par un syndicalisme paralysant, aux mesures salvatrices de redressement national pourtant insuffisantes que leur proposent les moins à gauche de leurs hommes politiques.

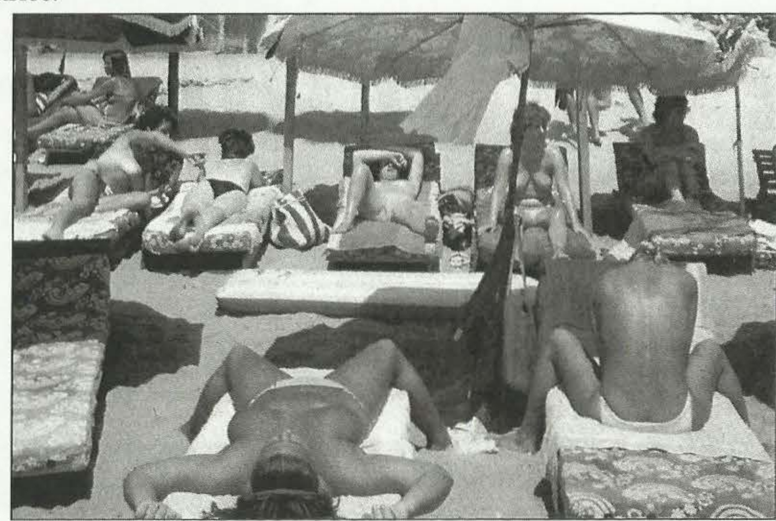
Les Français n'ont plus conscience de former une communauté de destin, parce qu'il n'y a plus de communauté, mais un simple agrégat d'insatisfaits ; ils ne rêvent que de vacances, de loto, de fortunes vite gagnées, et ils ne subissent leur sort terne qu'en s'oubliant dans les drogues, le sexe, et les voyages oniriques du cocooning audiovisuel. Chacun, en peine de dignité et de reconnaissance, crispé sur la revendication de ses droits abstraits, monte la garde, tel un écorché vif, devant son amour-propre toujours menacé.



**La France est un pays profondément décadent.**

Plongée dans les autocélébrations à la V. Hugo, la France persiste à se persuader que les râles de son agonie sont annonciateurs de sa sublimation glorieuse. En vérité, elle subit de plein fouet, et en la plébiscitant, une immigration massive qui à moyen terme lui fera perdre jusqu'au souvenir de ce qu'elle fut, et cela définitivement. Une récente étude, menée par des organismes commerciaux soucieux d'élaborer les stratégies publicitaires du futur, fit savoir que six à sept millions de Français se déclarent ou doivent être considérés comme homosexuels. Ce qui, tout en diffusant la débauche, renforce évidemment la dénatalité.

Il n'est pas douteux que la France, plus que tout autre pays d'Europe, est une nation fondée sur une idée. Pourquoi ? Parce que chez elle, c'est l'État qui fit la nation. L'État français, monarchiste, fut le créateur volontariste et centralisateur de son peuple, lequel n'avait pas d'unité ethnique prédéfinie, hormis l'ensemble indo-européen de ses composantes germanique, celtique et gréco-latine ; l'identité de ce pays fut l'heureuse synthèse du génie européen, une synthèse qui fit la grandeur d'une telle nation et qui légitima longtemps sa mission civilisatrice.



Des Européennes dénudées avachies sur la plage à Sainte-Maxime (1989). Toute la décadence en une image. Une telle société mérite de crever, et vite...

Mais cette idée synthétique sur laquelle se fonda la France était indissociable de sa vocation chrétienne, et plus précisément catholique. Reniant par orgueil ses origines religieuses, la France s'est vue se décomposer en individus sans racines et interchangeables (venus des quatre coins de la planète). Dès lors, elle n'a plus rien à dire au monde, sinon la proclamation devenue risible de son excellence et de son élection. Et il ne se pouvait pas qu'il en fût autrement. La conscience religieuse, c'est d'abord, en effet, l'aveu de ce que l'homme n'est pas sa propre origine, donc qu'il est soumis à un ordre naturel intangible. Si l'homme s'insurge contre la religion surnaturelle, c'est parce qu'il entend se faire origine et fin de lui-même. Mais lorsqu'une réalité collective, telle l'identité nationale, succombe à la tentation satanique de reposer en elle-même, elle doit se (re)construire à partir de principes abstraits. Ces derniers expriment la revendication d'une liberté infinie qui ne doit rien à personne (et, en premier lieu, qui ne doit rien à Dieu). Un tel peuple, en dernier ressort, ne peut ainsi que renier ses origines même naturelles, cet héritage de civilisation et de richesse ethnique dont la France était dépositaire parce qu'elle en était la synthèse.

La France d'avant 89 était le fruit d'une idée féconde et vivante qui, parce qu'elle était finalisée par une fin transcendante, mettait une limite aux subjectivités des uns et des autres, et se les subordonnait ; la France républicaine n'est plus que le résidu mort d'une idée mortifère dont le contenu se réduit à la déification des subjectivités.

**Tous les Français sont coupables.**

L'aide dite sociale (retraites, chômage, indemnités pour maladie, aides diverses) est deux fois plus élevée (500 milliards d'euros) que le budget de l'Etat. La dette publique s'élève à plus de mille milliards d'euros, soit un passif pour chaque actif de plus de quarante-trois mille euros.

Le taux de natalité est de 1,9. Il devrait s'élever à 2,1 pour assurer la pérennité de la population française actuelle. Par le jeu du regroupement familial, du droit d'asile, des étudiants étrangers et des travailleurs saisonniers qui jamais ne rentrent chez eux, le gouvernement français naturalise cent mille personnes par an. A celles-ci, il convient d'ajouter les clandestins et les fils d'étrangers naissant sur le territoire national, soit cent cinquante mille personnes. Ce qui fait entre deux



cent cinquante et trois cent mille personnes en tout par an. Si l'on tient compte des « Français » issus de « Français de papier », il apparaît que, depuis 1945, au moins 14 millions de personnes (sur un total de 60 millions) ont accédé à la nationalité française sans être issues de souches françaises traditionnelles. La majorité de ces nouveaux ressortissants est afro-maghrébine. Compte tenu du fait que les retraités vivent de plus en plus longtemps et sont de plus en plus nombreux par suite d'une dénatalité endémique imputable à l'égoïsme des générations passées et présentes, le processus d'africanisation et de sinisation de la France n'ira qu'en s'accélérant dans les décennies à venir.

Par voie de conséquence, la paupérisation de la France est largement entamée : ce pays a une fiscalité bientôt comparable à celle de la Suède, cependant qu'il compte autant de personnes au-dessous du seuil de pauvreté (12%) que les Etats-Unis. L'égoïsme du patronat est l'envers et le complice de celui des générations de salariés assistés et syndiqués (dans des officines d'obédience marxiste, de manière avouée ou non). En effet, la montée socialiste des prélèvements obligatoires favorise objectivement les grands groupes en leur permettant, par l'élimination des concurrents fiscalement étouffés, de se constituer en oligopoles. De plus, l'inflation administrative de l'Etat a pour envers une dépendance accrue de ce dernier vis-à-vis des puissances d'argent qui le contrôlent par le biais, d'une part, du conditionnement (dictature des médias) de l'opinion publique dont nécessairement dépend le personnel politique en contexte démocratique, d'autre part du financement occulte des partis. Il en résulte que le patronat développe un libéralisme mondialisant générateur de chômage : il mobilise l'appareil industriel dans des exportations de produits à haute valeur ajoutée qui font travailler peu de monde, mais qui exigent par réciprocité l'admission d'importations de produits à faible valeur ajoutée réduisant à la faillite maintes entreprises (agricoles en particulier) françaises.

**L'Europe de Bruxelles, fosse commune de l'identité française.**

Le tandem France-Allemagne, à l'origine locomotive de la construction européenne, est désormais débordé par le lobby des pays européens enrôlés sous la bannière anglo-saxonne : Italie, Grande-Bretagne, Pays de l'Est, et même l'Espagne et le Portugal à bien des égards. La France est faible dans une Europe qui elle-même n'est forte qu'en apparence : d'une part l'esprit social-démocrate de ses institu-

tions exclut toute compétitivité, d'autre part son mondialisme économique et politique (lui-même induit par l'individualisme des droits de l'Homme) en fait un espace de libre échange, sans protection, livré à la rapacité des financiers internationaux (en particulier états-uniens), pendant que la Russie, comptant les coups, se reconstruit en attendant son heure.

**Le subjectivisme, cause première de la décadence.**

Ce bref bilan n'a évidemment rien d'encourageant, et le coq gaulois, affligé d'une vanité insondable, persiste lamentablement à se poser en exemple pour l'Europe et pour le monde. La France est responsable de sa propre décadence, et l'on peut même dire qu'elle l'a programmée.

> Heureux les pays protestants ! Le catholicisme est destructeur de la moralité. Je vois cela avec la dernière clarté [...]. Mon optimisme se continue malgré les malheurs arrivés et les maux pires que je crains de prévoir, mais c'est l'optimisme d'un pessimiste ! Ce n'est en tout cas point celui d'un patriote. La France révolutionnaire s'est plusieurs fois perdue et semble impuissante à aboutir. La France catholique est, en résultante, la France, pour celui qui la prend de 1512 à 1871. L'abaissement de la France est un bien [...]. L'abaissement de la France napoléonienne est aussi un bien. De quoi avons-nous à nous plaindre ? Au pis aller, la France périra comme nation [1].

Voilà ce que pouvait proférer un néo-kantien français, au lendemain de la Commune, dans le but de donner une âme, une direction morale, un symbole d'Etat aux fondateurs de la Troisième République. Dans sa prétention suicidaire à se faire exister par elle-même ex nihilo, au nom de principes abstraits suscités par la déification du Moi, les auteurs de la France moderne, fanatiquement anticatholiques, ont tué la France réelle. Jean de Viguerie énonce :

> Le pays décadent est celui qui renie les vertus et les principes qui avaient fait sa grandeur et sa force [2].

---

**[1]** : Voy. Charles Renouvier, *Correspondance*, cité par Pierre Boutang, *Maurras* (éd. Plon, 1984), pp. 332-333. **[2]** : Voy. *La Nouvelle Revue d'Histoire*, n°10, janvier 2004, p. 34.



La France nationalitaire a signé son arrêt de mort en 1789, elle a commencé à l'exécuter physiquement en 1914-18, elle l'a prolongé en 1939-45, elle a commencé à s'en rendre compte en 1968. J. de Viguerie poursuit :

> Ce peuple a donc perdu, en même temps, son jugement et sa mémoire. Il ne vit plus que de ses appétits. Soumis à de telles conditions, un pays ne peut pas vivre indéfiniment. Il est bientôt asphyxié. La France n'est plus qu'un simulacre. On ne peut plus parler de déclin, ni de décadence. Nous sommes devant la mort et la disparition [*Id.*].

La France ne renaîtra de ses cendres, si elle y parvient jamais, qu'en s'émancipant de la République castratrice. Puisse le cadavre encore pesant de la France ne pas emporter l'Europe entière, qu'elle fascine encore trop, dans son suicide.

**Quelques remarques désabusées : idéologie républicaine et religion de la Shoah.**

La France se suicide, comme on l'a vu, parce qu'elle périt à force de vouloir enfler. Elle entend mourir à elle-même en tant que nation particulière, dans l'intention de renaître en tant que république universelle, comme modèle et préfiguration de l'Etat mondial.

Il n'est pas inopportun de souligner un troublant parallèle entre la France jacobine et le destin que l'Eglise catholique assigne au peuple juif. Pour le catholicisme, le judaïsme est au christianisme comme la chrysalide est au papillon. La chrysalide n'existe que pour donner naissance au papillon, et la naissance du papillon la fait mourir. Le judaïsme n'avait d'autre vocation que de mourir à lui-même afin de ren-



Quand la Mémoire se ritualise et devient (contre) religion

dre possible l'avènement du Christ et, ainsi, la génération du christianisme. Pour le vrai chrétien, donc, le Juif est, spirituellement parlant, un cadavre. Ou encore, parce que le Juif d'aujourd'hui est insurgé contre sa propre vocation, alors il est un mort-vivant. Aussi est-il incapable de vivre autrement qu'en vampire.

Mais la légitimation contemporaine de ses prétentions prend, comme on le sait, la forme suivante : le peuple juif, devenu pour lui-même son propre messie, prétend mourir à Auschwitz, afin de ressusciter dans l'État d'Israël. Cet État, il en fait la nouvelle Jérusalem, vouée à se substituer à l'Eglise catholique et, dans la foulée, le centre spirituel et politique de la communauté humaine mondialisée.

Comment ne pas voir que la prétention jacobine et la prétention juive ont strictement la même structure ? Comment ne pas se rendre compte que, fondées toutes deux sur le même refus d'une société chrétienne, ces deux visions du destin national sont complices dans leur rivalité même ? Ainsi s'explique qu'elles se confortent l'une l'autre en dépit de leurs oppositions. La communauté juive a toujours favorisé la diffusion, dans le monde, de l'esprit du jacobinisme. Il suffit, pour l'illustrer, de se remémorer les platitudes d'Isaac-Moïse Crémieux, haut dignitaire maçon et Président de l'Alliance israélite universelle, déclarant en 1870 à Gambetta : « *Au Dieu d'Abraham, d'Isaac et de Jacob, au Dieu de David et de Salomon, notre adoration de croyants ; à notre France de 1789, notre culte filial, à la République de 1870, notre dévouement absolu ; c'est là notre grande Trinité* ». Et les prêtres de la République n'ont cessé, en retour, d'entretenir le mythe d'Auschwitz.

Mais on aurait tort d'en déduire que le jacobinisme serait une pure création juive, un instrument aux mains des juifs. En vérité, la racine commune de ces deux attitudes (jacobine et juive) est l'orgueil, c'est-à-dire la prétention à déifier l'homme. Avec cette différence que les Juifs entendent ne déifier qu'eux-mêmes, alors que l'esprit républicain entend déifier le genre humain. Par sa prétention à l'universalité, l'esprit républicain est plus systématique, plus corrupteur, plus dangereux, en dernier ressort, que l'esprit délétère du judaïsme. De sorte que, à toute distance des théories du complot, si ces deux formes de subversion envisagent de s'instrumentaliser réciproquement, c'est l'esprit de la République qui sort gagnant de cette manœuvre, c'est lui qui fait des Juifs ses instruments, et non l'inverse.



D'ailleurs, que trouve-t-on derrière l'esprit de la République, qui lui sert de support ? On y trouve les petits moi innombrables de la foule immense des gens ordinaires, on y trouve le subjectivisme, l'hédonisme, la somme prodigieuse et anonyme des renoncements individuels, des lâchetés, de l'envie, des mensonges à soi, le consentement de tous à la décadence : les buveurs d'apéritif impénitents, les adorateurs de la télévision et des congés payés, des « droits acquis », les familiers du « moi je » qui s'autorisent à parler avec assurance, du haut de leur indigence, de tout et de n'importe quoi ; les fanatiques de la tolérance, les « je me reconnais le droit de dire et faire n'importe quoi pourvu qu'autrui ait les mêmes droits », les individualistes de tout poil, les adeptes de l'amour libre, les philosophes de café du Commerce, et en dernier les « vous avez peut-être raison mais je préfère penser ce que je pense ». Et ces derniers, sous leur aspect bonhomme, sont peut-être les plus coupables.

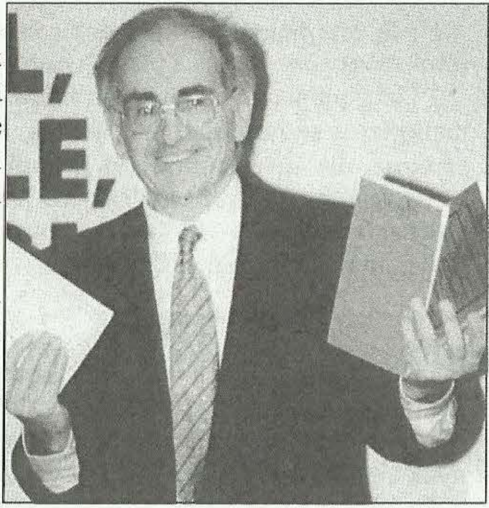
C'est pourquoi le dévoilement de la vérité révisionniste n'a aucune chance d'aboutir, aussi longtemps que sévit l'esprit républicain. Dans Rivarol, Jacques Langlois a rappelé récemment ceci : le président de la délégation socialiste française au Parlement européen, Bernard Poignant, a déclaré, si la demande en était faite, qu'il voterait, avec tous ses alliés, la levée de l'immunité parlementaire de Bruno Gollnisch, parce que « *tout propos révisionniste remet en cause les valeurs qui nous unissent et les fondements sur lesquels nous bâtissons la formidable [sic] œuvre européenne* » [1]. J. Langlois voit dans cette déclaration l'aveu de ce que la Shoah est « la clé de voûte, la pierre angulaire de l'idéologie dominante ». Il omet toutefois de remarquer que la République jacobine (création et vecteur de l'idéologie dominante) est bien antérieure à la Shoah. Force est donc de conclure que ce n'est pas la mythologie de l'Holocauste qui nourrit et pérennise la République (elle a existé pendant plus d'un siècle sans elle), c'est l'esprit de la République qui au fond nourrit, parce qu'elle s'en fait un outil, le mensonge de la Shoah. Répétons-le : le mythe de l' « Holocauste » est véritablement né en 1945 parce que les vainqueurs voulaient détourner l'attention des peuples de leurs propres crimes de guerre et justifier l'éradication complète du national-socialisme. Une fois la victoire définitivement acquise, il aurait dû sinon disparaître, au moins être relégué au second

---

**[1]** : Voy. *Rivarol*, 22 octobre 2004, p. 2.

plan (sauf chez les sionistes). S'il n'en a pas été ainsi, c'est que la République jacobine a compris les bénéfices qu'elle pouvait en tirer. Elle a, en quelque sorte, « pris le train en marche ».

L'esprit jacobin se contemple dans l'esprit juif, non parce que les Juifs seraient les responsables de la France contemporaine, mais parce que la France contemporaine, en laïcisant l'idée chrétienne, réinvente, en la radicalisant, la prétention judaïque à faire de l'homme un dieu pour l'homme. Voilà pourquoi, loin d'être le moteur caché de toute chose, la perversion judaïque doit être ravalée au simple statut de mouche du coche de la logique des idées fausses.



Robert Faurisson (en 1989 à Toronto). Il n'a cessé de lutter contre le mythe de l' « Holocauste ». Il y a quelques mois, il a constaté l'échec (au moins temporaire) du combat révisionniste, non pas au niveau intellectuel, mais au niveau social. La persistance de l'esprit républicain est l'une des causes de cet échec.

Afin de ne pas s'épuiser en combats stériles, il est nécessaire de rappeler le sens de cette relation causale aisément discernable, historiquement parlant, entre montée de la puissance juive et surgissement du jacobinisme. **Le combat révisionniste n'a de sens que s'il est intégré au combat contre la République. Dans ce combat, l'ennemi n° 1 n'est pas la communauté juive hallucinée par ses succès de surface, c'est l'esprit républicain systématisé par la France.**

Lorsqu'elle se prétend un phare pour le monde, la France jacobine reprend, en le laïcisant, le discours selon lequel la France « fille aînée de l'Église » aurait été l'élue de Dieu (« Gesta Dei per Francos ») pour diriger le monde. Ce discours, un certain catholicisme français, surnaturaliste (erreur inverse du naturalisme et non moins dangereuse que ce dernier) et chauvin, s'en est depuis trop longtemps fait le champion. Ce qui explique, au reste :



1°) le coupable désintérêt des conservateurs et même des contre-révolutionnaires français pour la cause révisionniste ;

2°) leur propension, qui serait risible si elle n'était politiquement dramatique, à se faire les instruments, au nom d'un nationalisme mal compris, des errements de la République. On se souvient du sacré-cœur mis sur le drapeau français lors de cette effroyable boucherie que fut la guerre 14-18. Tout cela pour, finalement, démembrer le dernier empire catholique d'Europe !

## Retour sur l'égalitarisme.

La philosophie des Droits de l'Homme, qui est la philosophie de la République jacobine, prétend fonder la vie sociale sur l'homme abstrait réduit à son Moi, à sa subjectivité pure. Peu de gens s'en aperçoivent, mais c'est monstrueux.

En effet, être une personne, une conscience, une subjectivité, c'est être un individu capable de prendre de la distance par rapport à soi, afin de se contempler et, ainsi, de se juger lui-même (je suis ci, ça, je pense comme ci, comme ça...). Et toute personne, même la plus indigente, est capable de cela, car finalement, c'est savoir se regarder dans une glace.

Mais être un Moi, c'est s'objectiver, c'est être capable de se dire : je ne suis, en tant que pure conscience, ni mes talents, ni mon passé, ni mes ancêtres ni mes héritages, ni mon corps, ni mes facultés ; j'entretiens, à l'égard de tout ce qui me définit et que je suis aussi, une relation d'avoir.

Or, ce qui me définit, c'est ce qui me limite à n'être que ce que je suis, cet homme parmi les hommes. Par conséquent, être un Moi, c'est dépasser ses propres limites. De telle sorte que l'homme qui s'objective se vit comme infini, d'une certaine façon. Il ne s'agit certes que d'une infinité potentielle, attestée dans le caractère absolu de la liberté. Mais elle permet précisément au révolté de se croire habité par la vocation délirante à être Dieu. En tant qu'il n'est rien de ce qu'il a et qui le limite, le Moi du révolté se prétend infini. Et en tant que prétention à l'infini, il revendique le droit de tout avoir. Le situationniste Raoul Vaneigem osa naguère écrire candidement :

> De quoi est-il question ? De réaliser dans le langage actuel, c'est-à-dire dans la praxis, ce qu'un hérétique déclarait à Ruysbroeck : « Dieu ne peut rien savoir,

désirer ou faire sans moi. Avec Dieu, je me suis créé et j'ai créé toutes les choses, et c'est ma main qui soutient le ciel, la terre et toutes les créatures. Sans moi, rien n'existe » [1].

Le désir d'être Dieu est au cœur de chaque homme, mais ce désir s'est exercé jusqu'à présent contre l'homme lui-même [*Ibid.* p. 307].

Et parce que le dernier des hommes est une personne, alors le dernier des hommes est capable de singer Dieu au point de revendiquer d'être Dieu, d'avoir droit à tout. En tant qu'il est unique, le révolté se veut l'Unique qui, tel Max Stirner, pouvait affirmer que tout était sa propriété.

Mais dans la vie réelle, dans la vie sociale, les hommes sont limités les uns par les autres. Par conséquent, personne ne peut réaliser l'infini. D'où la nécessité d'un substitut. Et ce substitut, il se réalise dans l'égalité ; non seulement l'égalité des « droits », mais l'égalité des talents et des possessions. Car si tous sont supposés avoir les mêmes droits — et des droits virtuellement infinis —, ils doivent tous obtenir les mêmes moyens de les exercer. D'où la conclusion d'un A. Etchegoyen, citée ici plus haut, avec les droits des handicapés à faire tout ce que les non-handicapés peuvent faire.

L'égalité n'est pas un moyen mais un idéal, elle est voulue pour elle-même, et plus précisément elle est voulue comme l'expression de l'idéal suivant : la collectivité qui se construit dans le temps devra permettre d'engendrer ce nouveau dieu qu'est l'homme, puis de faire accéder tous les hommes à la conscience de soi de leur prétendue déité. La société se veut tel un ensemble de relations intersubjectives, des relations capables de fusionner sans se perdre, ainsi de faire exister une substance sociale déifiée célébrant la gloire de l'homme générique. C'est bien ce qu'enseignait déjà Jean-Jacques Rousseau :

[...] si chaque citoyen n'est rien, ne peut rien, que par tous les autres, et que la force acquise par le tout soit égale ou supérieure à la somme des forces naturelles de tous les individus, on peut dire que la législation est au plus haut point de la perfection qu'elle puisse atteindre [Voy. le Contrat social, II, 7.].

---

**[1]** : Voy. le *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations*, Gallimard 1992 p. 281.



Est-il désormais besoin de le préciser ? La République française est déjà, dans son principe, une idéologie du communisme et de la déification de l'homme. Si l'on se souvient que Saint-Just, assez logiquement au reste, enseigna que « ce qui constitue une république, c'est la destruction totale de ce qui lui est opposé », force est d'en déduire qu'on ne se sauve du communisme, et qu'on ne se donne les moyens de sauver son âme, qu'en se débarrassant de la République. Point n'est besoin d'invoquer la causalité des maçons et des Juifs, ces valets de la République, pour expliquer la décadence. L'esprit de la République y suffit amplement, et il est le mal à abattre n° 1.

## CONCLUSION.

La France va mal, ce qui est peu dire. Les fondateurs du « Mouvement de combat Saint-Michel » ont à plusieurs reprises rappelé les enjeux du combat révisionniste, qui demeure aussi urgent que par le passé. Ils savent que la remise en cause salvatrice des principes politiques mortifères dont meurt la France ne sera possible, psychologiquement, que par le dévoilement et la reconnaissance de la vérité révisionniste.

Mais ils savent aussi que si la victoire des révisionnistes n'est pas concomitante d'une critique radicale des principes de 89, alors les Français seront indifférents à cette victoire, ils ne seront pas capables d'en saisir la vérité, ils n'en tireront aucune leçon, ils seront aussi perméables qu'avant aux autres mensonges, aussi vulnérables à toutes les formes de décadence. Il faut même aller plus loin : les peuples réinventeront, avec ou sans les Juifs, et même peut-être au besoin contre ces derniers, un nouveau mythe incapacitant destiné à justifier tous leurs renoncements. Et c'est en cela que l'identité catholique - pleinement et d'abord catholique - du combat politique est absolument nécessaire. Il en est ainsi parce que le seul catholicisme est capable de conjuguer harmonieusement immanence et transcendance, nature et surnature (qu'il est seul à distinguer adéquatement, et ce caractère suffirait à lui tout seul à identifier catholicisme et unique vraie religion), raison et foi. En d'autres termes, seul le catholicisme est à même, par l'élan surnaturel qu'il est seul à dispenser, de détourner les âmes de l'appel d'air du Moi vide et dévorant, ainsi de sauver la nature déchue de son attirance à l'égard des facilités de l'individualisme, du

relativisme, du subjectivisme, de l'hédonisme et de la décadence. L'homme n'est homme que s'il regarde au-delà de l'homme, il ne coïncide avec lui-même que s'il est axé sur autre que lui-même, sur le Tout-Autre absolument transcendant et, en même temps, infiniment proche et plus intérieur à lui qu'il ne l'est à lui-même (selon la leçon indépassable de saint Augustin).

Car une transcendance, comme par exemple la grandeur de la nation, qui serait suspendue, en dernier ressort, au vouloir du peuple (c'est-à-dire au décret des subjectivités se mirant en elle), se réduirait en fin de compte à la caisse de résonance des exigences de tous les petits Moi : un Dieu qui n'est que par l'homme, c'est un homme qui se fait Dieu, et la vocation d'un tel homme est de plonger, via la République, dans le communisme.

Supposons un instant que, par un extraordinaire concours de circonstances, la France moderne parvienne à se libérer de la tutelle de l'Europe de Bruxelles, de la dictature des lobbies idéologiques et bancaires mondialistes, des immigrés et des terroristes, des loges et des parasites ; supposons que la France soit redevenue indépendante et prospère, et qu'une véritable liberté d'expression soit instaurée. Au vu des développements qui précèdent, force est de prévoir que même dans cette situation la France ne serait pas sortie de la décadence. Elle se serait contentée d'en suspendre momentanément les effets. C'est seulement en se refaisant catholique, intégralement catholique, que la France redeviendra la France.

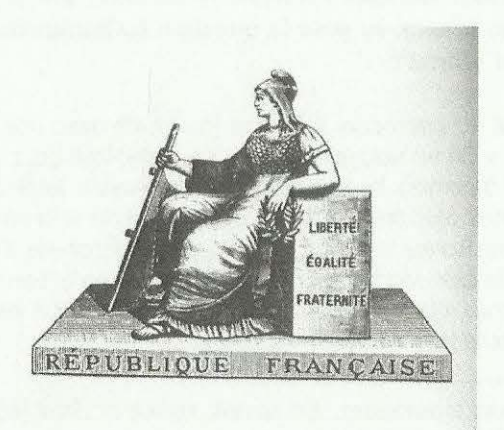
Le romancier français François Nourissier, par le truchement d'un de ses personnages, se pose la question qu'aucun nationaliste ne peut aujourd'hui écarter :

> Hector avait vu approcher la guerre [de 39-45] avec une jubilation notoire et brouillonne. « On va balayer tout ça », pensait-il. Tout ça, c'était les bourgeois à bedaine et à pernod, les films à la gloire des voyous, les finasseries parlementaires, les éternels étudiants en droit [...]. Mais tout de suite un doute l'envahissait : cette « vraie France » dont il se gargarisait, existait-elle ? Maurice Chevalier, « Tout va très bien Madame la marquise », la veulerie, l'œuf colonial, et ces affreux galonnés rubiconds dont à Mourmelon il essuyait les sarcasmes –c'était peut-être toute la France [1].

[1] : François Nourissier, *En avant, calme et droit* (éd. Grasset et Fasquelle,1987), pp. 67-68.



La France des nationalistes, c'est la France réelle, à peine de réduire le nationalisme à une chimère. Et la France réelle ne subsiste plus que dans les éléments dégénérés issus de sa décomposition. Les Français produisirent de grands saints, des savants, des penseurs de génie, des explorateurs, des hommes de grand esprit, des artistes incomparables, des laboureurs sages, des mères généreuses, des chevaliers. Les Français d'aujourd'hui, dans leur immense majorité, sont des agioteurs, des buveurs d'apéritif, des télévores bedonnants, des individualistes étriqués perdus dans les divertissements avilissants, des avorteurs, des ergoteurs fainéants, des conformistes et des lâches. Et c'est la République qui, déconnectant chaque moi de son héritage glorieux et renvoyant chacun à soi-même, les a rendus tels. Mais c'est l'abandon de la foi qui, depuis les insurrections calvinistes et jansénistes, et celles de Rousseau, de Voltaire et des Lumières, les a convertis en républicains. Et la seule foi capable de dépasser la raison sans la violenter, ainsi de la dépasser par le haut, ou de la vivifier jusque dans son ordre propre, c'est la foi catholique, la seule vraie foi. La France ne peut s'autoriser à être nationaliste, ainsi à se glorifier de son identité, que si elle a quelque chose d'universel à communiquer à l'univers, quelque chose qui élève tout homme en tant qu'homme au-dessus de lui-même. La France n'a le droit d'être nationaliste que si elle est chevaleresque. Et elle ne redeviendra un peuple de chevaliers que si elle redevient catholique. Il ne s'agit plus de sauver la France, de conjurer son décès. Il s'agit de la ressusciter.



La collection « Sans concession » est diffuée par Vision Historique Objective.

Vous pouvez obtenir un catalogue gratuit sur simple demande à l'adresse suivante :

**V.H.O.**
**B.P. 256**
**B-1050 BRUXELLES 5**